

Burundi : les enquêteurs indépendants ont rencontré plusieurs ministres

RFI, 02-03-2016 Dix mois après le déclenchement de la crise au Burundi et les premières violences autour du troisième mandat controversé de Pierre Nkurunziza, le pays a accueilli ce mardi 1er mars une équipe d'enquêteurs indépendants mandatés par le Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU. Et pour leur première journée dans la capitale, les trois experts chargés de faire la lumière sur la situation des droits de l'homme au Burundi ont eu un agenda chargé en rencontres institutionnelles.

Sitôt arrivés, les trois experts mandatés par le Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU ont rapidement enchaîné les rendez-vous en tête à tête avec des officiels. Rencontre avec le ministre des droits de l'homme, puis avec un représentant du ministère des Affaires étrangères, puis avec le ministre de l'Intérieur. Contactée par RFI, une experte de ce trio, Maya Sahli-Fadel, rapporteuse spéciale de l'Union africaine sur les réfugiés y voit une vraie volonté d'ouverture des autorités et une envie de coopérer avec la mission, initialement attendue le mois dernier. Les autorités ont d'ailleurs expliqué qu'elles n'ont jamais été réticentes à accueillir la mission mais qu'elles ont été ralenties par la préparation d'autres visites notamment celles du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union africaine. Dans les prochains jours, les enquêteurs indépendants devraient poursuivre avec la rencontre d'officiels : les ministres de la Justice et de la Sécurité intérieure, mais aussi des représentants de la société civile ce mercredi, Mme Maya Fadel, et si l'agenda le permet, des partis d'opposition à Bujumbura. Pas de visite des fosses communes prévues. D'ici le 8 mars, il n'est pour autant pas prévu de visiter les sites suspectés d'abriter des fosses communes. Ce n'est pas dans le mandat de cette mission de s'y rendre, explique la rapporteuse spéciale de l'Union africaine sur les réfugiés. Mais la rencontre de détenus dans une prison de la banlieue de Bujumbura est au programme. « Nous allons être quand même documentés sur les allégations concernant ces fosses communes », précise-t-elle. Un sujet qui pourrait être évoqué lors de leur rencontre ce mercredi avec les ministres de la Sécurité intérieure et de la Justice. En revanche, la visite des fosses communes sera éventuellement inscrite dans le cadre de la deuxième phase de la mission qui verra le déploiement de neuf observateurs sur le terrain, qui vont justement pousser un peu plus l'analyse, et également la recherche concernant les violations des droits de l'homme. »